

SANTÉ

Dépister le cancer et... les conflits d'intérêt

Le projet d'ambassadeur de «prévention cancer» de Fadila Laanan est-il bien pertinent ? Va-t-on vers un conflit d'intérêt ? Écolo a quelques craintes.

• **Pascale SERRET**

Que la ministre de la Santé Fadila Laanan (PS) recrute une «ambassadrice prévention en dépistage des cancers» ne pose pas de problème en soi à Écolo. «L'intention est bonne», note Jacques Morel, député communautaire.

Que l'ambassadrice en question ait travaillé auparavant comme déléguée médicale, c'est déjà plus touchy. Et ça n'a d'ailleurs pas échappé à Fadila Laanan, puisqu'elle tient à rassurer : sa recrue n'est pas connue comme déléguée médicale par les médecins généralistes de la zone ciblée, à savoir le Hainaut.

Mais Écolo tique aussi sur la formation. La firme Quintiles, qui accompagne l'industrie pharmaceutique dans le développement de nouveaux médicaments, s'est chargée d'une partie de la formation intensive de la dame (11 jours sur 16). C'est la même société qui va assister et «recadrer» l'ambassadrice tout au long du projet.

«Est-ce que le marketing commercial est la voie royale pour assurer la prévention auprès des généralistes ?» se demande Jacques Morel. «Et ce qui me gênerait, c'est l'éventuel conflit d'intérêt qui se présenterait si Quintiles était en lien avec les producteurs de vaccins contre le cancer du col de l'utérus, comme GSK. Il s'agit d'être prudent, dans un projet pilote qui doit peser sur une modification du comportement des personnes face au dépistage. Il faut une analyse la plus indépendante et la plus objective possible»

Mais pour lui, même si la déléguée fait son job en toute indé-

pendance, et même si on évite tout conflit d'intérêt entre la mission publique et les rendements de l'industrie pharmaceutique, «c'est un emplâtre sur une jambe de bois». Selon lui, la prévention «mérite mieux qu'une ambassadrice».

Un système «tout au curatif»

«On tente de rattraper la sauce auprès des généralistes pour le dépistage du cancer. Mais on peut faire le même constat d'un manque de couverture et de résultats pour la prévention dans son ensemble. On pourrait parler aussi de prévention

du tabagisme, de l'obésité, des maladies cardiovasculaires... Si on mesure l'importance d'une politique à son budget, alors la prévention est le parent pauvre des politiques de santé, quel que soit le niveau de pouvoir», regrette le député communautaire Écolo.

«En réalité, tout le système est basé sur le curatif... Les professionnels de la santé sont peu formés à la réalité des gens en bonne santé, auprès de qui la prévention doit précisément être organisée.»

Jacques Morel préférerait qu'on profite de la réforme des études de médecine pour intégrer la

prévention et l'éducation à la santé dans le cursus des futurs médecins. «Ce serait une politique de santé, et pas seulement une politique de soins.» Nuance.

Le ministre Jean-Claude Marcourt, compétent pour les études supérieures, a néanmoins fait remarquer que la liberté académique empêchait le politique d'intervenir dans le détail du cursus. Le député Écolo prend bonne note. «Mais s'il n'y a pas suffisamment de volets ouverts entre le vécu de la population et les programmes de cours, ça devient de la fermeture académique.» ■



Une ambassadrice de prévention chez les généralistes, c'est déjà ça. Mais «il faut être prudent», dit Écolo.

On cible trois cancers

En quoi consiste ce projet pilote ? Fadila Laanan a débloqué un budget de 90 000 € pour un programme de prévention ciblé sur trois cancers : du sein, du col de l'utérus et colorectal. On tente d'agir là où les taux de dépistage sont assez médiocres.

Une «ambassadrice» spécialement formée doit rendre visite à 250 médecins de famille de la région montoise. Les premières visites ont commencé fin janvier. Si les généralistes sont d'accord pour être accompagnés, l'ambassadrice les verra trois fois pendant la durée du projet pilote.